

LE CINÉMA LA CLEF À LA CROISÉE DES CHEMINS

Occupé illégalement depuis fin septembre, le cinéma parisien pourrait être vendu d'ici quelques semaines à un acteur de la production et de l'édition audiovisuelle. Une situation suivie de très près par les pouvoirs publics.

■ KEVIN BERTRAND ET SYLVAIN DEVARIEUX

Nouveau rebondissement dans le feuilleton La Clef. Quelques mois après les retoquages successifs des offres portées par les anciens salariés (cf. LFF n° 3806) et par Éric Lenoir (cf. LFF n° 3843), un nouveau repreneur vient de se faire connaître. Fondateur et gérant de la société LCJ Éditions & Productions, Serge Sarve aurait en effet trouvé un accord de principe avec le propriétaire de La Clef, le Comité social et économique de la Caisse d'Épargne Île-de-France, pour racheter les murs de ce complexe de deux salles et 188 places. "La négociation est avancée à 99%", nous assure Serge Sarve.

L'acquisition serait valorisée à 4 M€, selon nos informations. LCJ, qui opérerait le site avec les équipes de Splendor Films (Serge Fendrikoff), entend faire à terme de La Clef "une des seules salles art et essai avec trois labels du V^e arrondissement, en maintenant une identité forte et historique de défense et de diffusion d'un certain cinéma militant contemporain", apprend-on dans un document de travail. L'aspect pluridisciplinaire du lieu serait assuré par la création d'une troisième salle d'une trentaine de places dédiée aux arts de la scène, rendue possible par une surélévation du toit, tandis que les deux salles actuelles seraient agrandies et modernisées selon des critères encore flous. Le projet prévoit aussi l'installation d'une salle de montage, d'un espace de restauration et, à terme, d'une régie pour une chaîne TV locale. Le chantier durerait cinq mois.

Alors qu'elle semblait au départ prééminente, l'activité théâtrale ne constituerait donc qu'une partie minoritaire du projet, certifie Serge Sarve. La crainte de voir un théâtre se substituer au cinéma avait soulevé de nombreuses inquiétudes, en particulier du côté de Home Cinéma, qui occupe illégalement La Clef depuis le 20 septembre (cf. LFF n° 3879). Une assemblée extraordinaire de l'association s'est d'ailleurs tenue le

24 octobre, l'occasion pour elle de présenter son propre projet, d'inviter des professionnels du cinéma à débattre, et surtout de donner la parole à des élus parisiens. Frédéric Hocquard, adjoint à la maire de Paris chargé de la Vie nocturne et de la Diversité de l'économie culturelle, a ainsi précisé qu'"Anne Hidalgo soutient le projet" associatif en place. "Quel que soit le nouveau projet retenu ici, il doit rentrer dans le cahier des charges de ce qu'a toujours été La Clef. Si ce n'est pas le cas, la ville fera jouer son droit de préemption. Nous utiliserons tous les moyens à notre disposition, juridiques ou administratifs", s'est engagé l'élu.

RÉUNION À L'INITIATIVE DU CNC

"Ce sont des paroles plutôt positives, mais cela reste des paroles", réagit Chaney Grissom, instigateur de Home Cinéma, pour qui cette préemption constitue "peut-être la seule solution" à la pérennisation de l'esprit associatif de La Clef. "Nous sommes très attachés à ce que ce lieu conserve sa vocation première, mais nous ne pouvons pas prendre de décisions qui nous engagent au-delà des élections municipales en mars, nuance Christophe Girard, adjoint à la maire de Paris pour la Culture. La Ville de Paris n'a pas vocation à être exploitante de salle, mais à protéger l'écosystème cinématographique. La Clef est un lieu privé, et il faut respecter l'autonomie des acteurs du privé." Et l'élu d'appeler à "un tour de table où tout le monde pourrait s'exprimer. Après, si personne ne s'entend, nous trancherons".

Cette mobilisation des pouvoirs publics s'est également exprimée, le 22 octobre, à travers une première réunion entre les représentants de la Ville de Paris, de la Mairie du V^e, de la région Île-de-France et de la DRAC Île-de-France, rassemblés à l'initiative du CNC. Objectif: "envisager les moyens d'assurer la continuité" de l'activité de La Clef dans l'esprit de sa ligne éditoriale historique. Sans favoriser aucun projet. ❖